



Bolivie : « Le MAS est de centre-gauche »

Interview d'Alvaro Garcia Linera

Par [Pablo Stefanoni](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 19 décembre 2005

Inprecor (article original en espagnol) 19 décembre 2005

Sociologue, analyste politique très présent dans les médias, ex-dirigeant de l'Armée guérillera Tupac Katari (EGTK), aux côtés de Felipe Quispe [1] aux débuts des années 1990, Alvaro Garcia Linera sera très probablement le prochain vice-président de la Bolivie puisqu'il fait équipe avec Evo Morales, du Mouvement au socialisme, qui semble avoir remporté haut la main l'élection de ce 18 décembre 2005 [2]. Aux yeux de certains, il a constitué « l'atout » du MAS pour attirer les « classes moyennes urbaines », grâce à son profil d'intellectuel. Pour d'autres, il s'agit d'un « ex-terroriste » ; pour d'autres encore, c'est la personne qui peut modérer Evo Morales. Il nous explique sa vision du changement en Bolivie. Interview.

Quelles difficultés se sont présentées lors des négociations avec les autres composantes de la gauche ?

Du point de vue programmatique, il y a un consensus, allant des plus modérés aux plus radicaux, sur les revendications à mettre en avant. Rapidement, il a été possible de se mettre d'accord sur une plate-forme commune de réformes : nationalisation des hydrocarbures, Assemblée constituante et nouveau modèle économique. Là où ont surgi les difficultés, c'est au moment de discuter des listes de candidats. Cependant, il y a quelques principes qui me paraissent essentiels. D'abord, le respect à la représentativité territoriale des organisations, qui est une manière somme toute originale de construire un réseau social de mobilisation électorale. Il y a une acceptation générale du principe consistant à laisser à chaque organisation une forme de souveraineté dans le choix des candidats, et cela nous a permis d'avancer rapidement. C'est une logique très différente de celle qui régissait les anciens fronts de gauche entre partis. Mais comme, sur certains territoires, se superposent plusieurs organisations, par exemple à El Alto, il est nécessaire d'arriver à un juste équilibre. Et c'est là où surgissent les difficultés.

La Centrale ouvrière bolivienne (COB) voulait des candidatures bien placées pour s'allier au MAS ?

Toutes les organisations le veulent, la COB comme les autres.

Jaime Solares [Dirigeant de la COB] voulait-il mener l'alliance avec Evo Morales ?

Solares souhaitait que la COB soit au centre de l'initiative, qu'elle soit l'entité qui articulerait les autres mouvements, et je crois qu'à cette époque qui est la nôtre, aucun mouvement social ne peut s'attribuer de telles prérogatives, car il n'existe plus de mouvement national

en Bolivie. Tous les mouvements sociaux, aujourd'hui, sont des mouvements régionaux et locaux. Il existe au sein de la COB une sorte de mélancolie, mais ce n'est pas la COB des années 1970 dont il s'agit [3].

Où situez-vous le MAS idéologiquement parlant ?

Je le situerais au centre-gauche, car le projet de transformations économiques et sociales que cette organisation souhaite mener à bien ne peut être qualifié ni de communiste, ni de socialiste, ni même de communautaire [4].

Votre thèse est que le socialisme n'est pas viable aujourd'hui en Bolivie ?

Il y a deux raisons qui font que l'instauration d'un régime socialiste en Bolivie a peu de chances d'avoir lieu. D'un côté, il y a un prolétariat minoritaire numériquement et inexistant politiquement, et l'on ne construit pas le socialisme sans prolétariat. En second lieu, le potentiel communautaire agraire et urbain est très affaibli. Il y a une implosion des économies communautaires au sein des structures familiales, qui ont constitué le cadre à partir duquel ont surgi les soulèvements sociaux. En Bolivie, 70 % des travailleurs dans les villes travaillent dans des structures économiques familiales, et on ne construit pas le socialisme à partir d'une économie familiale.

Dans ce cas, quelle sorte de système le MAS veut-il construire ?

Un type de capitalisme andin.

Qu'est-ce que le capitalisme andin ?

Il s'agit de construire un État fort, qui puisse articuler de manière équilibrée les trois plateformes « économique-productives » qui coexistent en Bolivie : la communautaire, la familiale et la « moderne-industrielle ». Il s'agit de transférer une partie de l'excédent des hydrocarbures nationalisés pour encourager la mise en place de formes d'auto-organisation, d'autogestion et de développement commercial proprement andines et amazoniennes. Jusqu'à présent, ces secteurs traditionnels n'ont pu se développer à cause d'un secteur « moderne-industriel » qui a accaparé les excédents. Notre idée est que ces secteurs traditionnels disposent d'un soutien économique, d'un accès à des matières premières et à des marchés, qui puissent ensuite générer du bien-être au sein de ces processus économiques artisanaux et familiaux. La Bolivie sera toujours capitaliste pour au moins 50 ou 100 ans.

Vous ne considérez pas que les mouvements de défense de l'eau à Cochabamba [5] et à El Alto [6] sont des formes d'expériences de type communautaire ?

Ce sont des expériences communautaires sociales et politiques, mais pas économiques. Elles expriment de manière dramatique les limites communautaires du mouvement social actuel, par exemple dans le domaine de la gestion des nouvelles entreprises. Mais dans tous les cas, ces expériences nous permettent de penser une révolution politique, au sens marxiste du terme, qui dans le cas bolivien correspond à la décolonisation de l'État.

Quelles différences existe-t-il entre l'actuel candidat du MAS et le dirigeant de l'EGTK [7] ?

Il y a une ligne de continuité et une ligne de rupture. La continuité réside dans la conviction qui est la mienne que les peuples indigènes doivent gouverner la Bolivie, et qu'il s'agit là de

la seule manière de résorber la faille qui existe depuis 180 ans entre la société et l'État, et d'en finir avec le caractère colonial de la République, qui affecte tout autant les institutions que la vie privée des Boliviens. La différence, ce sont les moyens : il y a quinze ans, nous pensions que cela devait arriver par le biais d'un soulèvement armé des communautés. Aujourd'hui, nous pensons que c'est un objectif que l'on peut atteindre via un grand triomphe électoral. Les moyens changent, mais les objectifs restent les mêmes.

Quelles sont vos principales influences théoriques et idéologiques ?

Je mentionnerai cinq auteurs. Deux auteurs classiques ont contribué à ma formation. Il s'agit de Marx, mais le Marx du Capital, pas celui des manuels [N.D.T. : les manuels de formation des partis communistes], et Max Weber, dont la lecture m'a amené à m'intéresser au rôle du symbolique dans les luttes politiques. Une autre influence décisive dans ma formation intellectuelle est, sans aucun doute, Pierre Bourdieu, duquel j'hérite ma façon d'analyser les champs, les rapports de forces dans les luttes. Et je citerai également deux auteurs boliviens classiques : Fausto Reinaga [penseur fondamental de l'indianisme] et René Zavaleta [nationaliste-révolutionnaire marxiste].

Propos recueillis par Pablo Stefanoni.

NOTES:

[1] [NDLR] Dirigeant indien aymara, connu comme « El Mallku ».

[2] [NDLR] Consultez le dossier « [Elections présidentielle et législatives 2005](#) » sur RISAL.

[3] [NDLR] Le mouvement syndical traditionnel bolivien, symbolisé par la COB, s'est fortement affaibli suite à l'instauration des politiques néolibérales particulièrement sévères qui mirent à mal ses principaux bastions (mines, enseignement, santé publique...).

[4] [NDLR] C'est aux communautés indigènes, en tant que cellules de production économique et sociale qu'il est fait référence ici.

[5] [NDLR] Cochabamba, dans la région du Chapare, fut le théâtre de ladite guerre de l'eau. En avril 2000, la dénommée « or bleue » a déchaîné dans la ville de Cochabamba l'une des révoltes les plus bruyantes de l'histoire récente du pays. Ses habitants se sont mobilisés contre l'augmentation disproportionnée des tarifs de l'eau, dont les prix avaient quadruplé en à peine quelques semaines, et ont obtenu l'expulsion de l'entreprise privée, Aguas del Tunari, (un consortium conduit par la multinationale Bechtel) en charge des services d'eau. C'est aussi dans cette région que s'est développé le mouvement des cocaleros, les cultivateurs de coca.

[6] [NDLR] Consultez le dossier « [El Alto, ville rebelle](#) » sur RISAL.

[7] [NDLR] Alvaro Garcia Linera est un ex-dirigeant de l'Armée guérillera Tupac Katari (EGTK). Il fut détenu plusieurs années suite à cet engagement.

Traduit par Hervé Do Alto, pour Inprecor

Articles Par : [Pablo Stefanoni](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca